



**Audit - Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

## **FONDATION LEOPOLD BELLAN**

Fondation reconnue d'utilité publique (Décret du 29 mai 1996)

Siège social : 64 rue du Rocher  
75008 PARIS

SIREN : 775 672 165

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## FONDATION LEOPOLD BELLAN

Fondation reconnue d'utilité publique (Décret du 29 mai 1996)  
Siège social : 64 rue du Rocher  
75008 PARIS  
SIREN : 775 672 165

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres du Conseil d'Administration de la **FONDATION LEOPOLD BELLAN**,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FONDATION LEOPOLD BELLAN** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de la Fondation.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

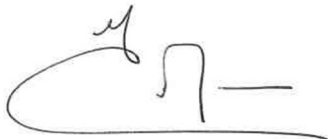
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 13 mai 2025

**Pour Baker Tilly STREGO**



**Jean-Yves MACE**

Expert-comptable,  
Commissaire aux comptes, Associé  
Membre de la CRCC de Paris



**Halima BENSALAH ESSKALI**

Expert-comptable,  
Commissaire aux comptes, Associée  
Membre de la CRCC de Paris

en Euros

ACTIF		31/12/2024			31/12/2023
		BRUT	Amort - Provis	NET	NET
A C T I F  I M M O B I L I S A T I O N S	Immobilisations incorporelles : (points 2.7, 4.1 et 4.2)	16 114 074	8 205 422	7 908 652	7 837 590
	Frais d'établissement	1 176 811	1 110 622	66 189	72 526
	Frais de recherche et de développement	75 829	61 050	14 779	12 627
	Concessions, brevets et droits similaires	6 636 087	5 583 443	1 052 644	1 204 805
	Autres immobilisations incorporelles	6 559 876	1 450 307	5 109 568	5 246 576
	Immobilisations incorporelles en cours	1 665 472		1 665 472	1 301 056
	Immobilisations corporelles : (points 2.7, 4.1 et 4.2)	413 777 986	-234 163 196	179 614 789	170 348 094
	Terrains	25 245 382		25 245 382	21 668 245
	Agencements et aménagements des terrains	7 587 311	6 877 233	710 078	789 970
	Constructions et leurs agencements, aménagements	284 132 638	161 595 549	122 537 089	120 998 886
	Installations techniques, matériel et outillage	28 634 049	22 721 778	5 912 271	5 498 869
	Installations générales aménagements divers	29 724 535	19 696 038	10 028 496	7 079 821
	Autres immobilisations corporelles	28 202 873	23 272 598	4 930 275	4 717 800
	Immobilisations corporelles en cours	10 151 199		10 151 199	9 590 557
	Avances et acomptes	100 000		100 000	3 946
	Immobilisations financières : (point 4.1)	3 103 142		3 103 142	2 806 851
	Participations et créances rattachées	1 784 166		1 784 166	1 609 675
	Autres immobilisations financières	1 318 975		1 318 975	1 197 176
	<b>TOTAL I</b>	<b>432 995 201</b>	<b>242 368 618</b>	<b>190 626 583</b>	<b>180 992 535</b>
A C T I F  C I R C U L A N T	Stocks et en-cours	738 239	183 824	554 416	641 922
	Matières premières, approvisionnements	710 089	183 824	526 265	614 224
	Produits intermédiaires et finis	28 151		28 151	27 697
	Avances et acomptes versés sur commandes (point 4.2.3)	70 450		70 450	332 522
	Créances (points 4.2.2, 4.3 et 4.4)	29 333 156	3 788 219	25 544 937	25 830 303
	Redevables, usagers et comptes rattachés	18 740 990	3 652 874	15 088 116	16 085 132
	Autres créances	10 592 166	135 345	10 456 821	9 745 171
	Valeurs mobilières de placement (point 4.5)	46 242 849	54 888	46 187 961	48 307 321
	Disponibilités	16 859 242		16 859 242	9 434 181
	Charges constatées d'avance	1 465 491		1 465 491	1 409 570
	<b>TOTAL II</b>	<b>94 709 428</b>	<b>4 026 931</b>	<b>90 682 497</b>	<b>85 955 818</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>		<b>527 704 629</b>	<b>246 395 549</b>	<b>281 309 080</b>	<b>266 948 352</b>

en Euros

	PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
F O N D S  P R O P R E S	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>56 140 870</b>	<b>54 499 893</b>
	Fonds statutaires	7 630 833	7 630 833
	Autres fonds propres	48 510 037	46 869 060
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>1 467 442</b>	<b>1 425 287</b>
	<b>Ecart de réévaluation</b>	<b>13 660 729</b>	<b>13 660 729</b>
	<b>Réserves</b>	<b>63 750 666</b>	<b>60 611 060</b>
	Réserves d'investissement	40 627 375	38 261 876
	Réserves de trésorerie / Excédent affecté à la couverture du BFR	5 304 273	4 860 063
	Réserves de compensation	11 789 464	11 459 568
	Autres réserves	6 029 554	6 029 554
	<b>Report à nouveau : (point 5.4)</b>	<b>- 25 314 564</b>	<b>- 18 656 239</b>
	Report à nouveau sous gestion contrôlée	- 27 128 672	- 20 232 597
	Report à nouveau non contrôlé par des tiers financeurs	1 814 107	1 576 359
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>1 948 942</b>	<b>- 1 295 063</b>
	Résultat sous gestion contrôlée	- 9 018	- 2 794 003
	Résultat non contrôlé par des tiers financeurs	1 957 960	1 498 940
	<b>SITUATION NETTE</b>	<b>111 654 084</b>	<b>110 245 668</b>
	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>26 083 841</b>	<b>25 107 112</b>
	Subventions	45 368 135	42 463 044
	Reprises des subventions	- 19 284 294	- 17 355 933
	<b>Provisions réglementées</b>	<b>5 725 911</b>	<b>4 942 153</b>
	Provisions destinées à renforcer la couverture du BFR	1 959 811	1 775 401
	Différence sur réalisation d'actif	3 092 486	2 566 662
	Autres provisions règlementées	673 614	600 090
	<b>TOTAL I</b>	<b>143 463 836</b>	<b>140 294 933</b>
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds dédiés à l'investissement	16 588 890	12 979 794
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	6 690 180	6 562 982
	<b>TOTAL II</b>	<b>23 279 069</b>	<b>19 542 776</b>
PROVISIONS	Provisions pour risques	1 649 036	893 169
	Provisions pour charges	9 754 562	9 744 441
	<b>TOTAL III</b>	<b>11 403 599</b>	<b>10 637 611</b>
D E T T E S	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)&(2)	56 721 437	55 059 570
	Emprunts et dettes financières divers (2)	1 302 481	1 236 528
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 149 853	7 957 667
	Dettes fiscales et sociales	29 499 996	27 895 905
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 054 604	1 352 151
	Autres dettes	3 910 168	2 176 888
	Redevables créditeurs	943 472	372 274
	<b>TOTAL IV</b>	<b>102 582 011</b>	<b>96 050 985</b>
CPTES DE REGUL.	Produits constatés d'avance	580 565	422 048
	<b>TOTAL V</b>		
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>281 309 080</b>	<b>266 948 352</b>

COMPTE DE RESULTAT (en Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>11 182 009</b>	<b>11 946 892</b>
<i>Dont ventes de biens</i>	<i>97 848</i>	<i>84 943</i>
<i>Dont ventes de prestations de services</i>	<i>11 084 162</i>	<i>11 861 949</i>
<b>Produits de la tarification et subventions d'exploitation</b>	<b>210 286 242</b>	<b>186 366 275</b>
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>380 037</b>	<b>211 491</b>
<b>Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	<b>2 200 157</b>	<b>1 923 361</b>
<b>Utilisation des fonds dédiés</b>	<b>2 420 261</b>	<b>2 312 935</b>
<b>Autres produits</b>	<b>10 229 552</b>	<b>8 670 011</b>
<i>Dont complément de rémunération des ESAT</i>	<i>8 505 443</i>	<i>7 248 590</i>
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>236 698 258</b>	<b>211 430 965</b>
<b>Achats de matières premières et de marchandises</b>	<b>2 936 825</b>	<b>2 798 675</b>
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>50 351 772</b>	<b>46 325 412</b>
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>1 701 545</b>	<b>1 338 385</b>
<b>Salaires et traitements</b>	<b>100 345 291</b>	<b>92 560 006</b>
<b>Charges fiscales et sociales sur les rémunérations</b>	<b>56 726 597</b>	<b>52 227 171</b>
<b>Dotation aux amortissements des immobilisations</b>	<b>14 343 631</b>	<b>13 309 165</b>
<b>Dotation aux provisions</b>	<b>3 652 553</b>	<b>2 469 343</b>
<b>Report en fonds dédiés</b>	<b>6 061 275</b>	<b>2 998 305</b>
<b>Autres charges</b>	<b>734 974</b>	<b>543 207</b>
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>236 854 463</b>	<b>214 569 668</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (point 6.1)</b>	<b>-156 206</b>	<b>-3 138 704</b>
<b>Produits financiers</b>		
Reprise de provisions pour dépréciations		1 001 702
Autres intérêts et produits assimilés	2 534 732	224 163
Produits nets / cessions de valeurs mobilières de placement	80 659	1 350 721
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux provisions pour dépréciation	54 888	
Intérêts et charges assimilés	1 985 104	1 568 282
Charges nettes / cessions de valeurs mobilières de placement		823 158
<b>RESULTAT FINANCIER (point 6.2)</b>	<b>575 399</b>	<b>185 147</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>419 193</b>	<b>-2 953 557</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	237 416	670 568
Produits de cession d'éléments d'actif	52 100	100 592
Quote-part de subventions d'investissement virée au résultat	1 577 883	1 525 147
Reprises sur provisions, dépréciation et transfert de charges	77 054	77 919
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	212 558	498 646
Valeurs comptables d'éléments d'actif cédés	53 227	81 476
Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	32 366	28 826
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (point 6.3)</b>	<b>1 646 300</b>	<b>1 765 278</b>
<b>Impôts sur les Bénéfices</b>	<b>116 553</b>	<b>106 784</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE</b>	<b>1 948 942</b>	<b>-1 295 063</b>
Reprise de résultats	-128 693	68 721
<b>RESULTAT EFFECTIF</b>	<b>1 820 248</b>	<b>-1 226 342</b>
<i>(dont résultat non contrôlé par les tiers financeurs)</i>	<i>1 957 960</i>	<i>1 498 940</i>

**FONDATION LEOPOLD BELLAN**

*64, rue du Rocher - 75 008 PARIS*

*Tél. : 01.53.42.11.50.*

**ANNEXE AUX COMPTES COMBINES**

**DE**

**L'EXERCICE CLOS**

**LE 31 DECEMBRE 2024**



La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de la Fondation pour l'exercice ouvert du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.

Les comptes se caractérisent par les données suivantes au 31 décembre 2024 :

Total des produits :	241 258 102 €	(après retraitement des transactions intra-groupes)
Total des charges :	239 309 160 €	(après retraitement des transactions intra-groupes)
<b>Résultat comptable :</b>	<b>+ 1 948 942 €</b>	
Reprise de résultats :	- 128 693 €	
<b>Résultat effectif :</b>	<b>+ 1 820 248 €</b>	

## 1. FAITS MAJEURS

### 1.1. Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Depuis sa création en 1884, la Fondation Léopold Bellan – association reconnue d'utilité publique en 1907, puis comme fondation en mai 1996.

Institution à but non lucratif, la Fondation Léopold Bellan apporte aujourd'hui les réponses les mieux adaptées à la prise en charge des besoins :

- des très jeunes enfants,
- des enfants, jeunes et adultes en situation de handicap mental, psychique ou sensoriel
- des enfants et jeunes en danger ou en difficulté sociale,
- des malades,
- des personnes âgées.

Porteuse des valeurs de solidarité et de respect des autres, elle accueille ou accompagne sans distinction d'origine, d'appartenance religieuse ou de moyens les personnes qui la sollicitent.

Principalement implantée en région parisienne (75, 77, 78, 91, 92, 93, 94), la Fondation est également présente dans les départements de l'Oise (60), d'Eure-et-Loir (28) et d'Indre-et-Loire (37). Elle a vocation à atteindre, à terme, une dimension nationale.

## **1.2. Périmètre de la Fondation**

Le périmètre de la Fondation Léopold Bellan a évolué en 2024 (C.f 1.3 faits majeurs).

Les comptes annuels de la Fondation comprennent les entités de gestion sous contrôle de tiers financeurs et d'autres non contrôlées par des tiers financeurs. La liste des filiales, des établissements et services au 31/12/2024 se présente comme suit :

### **- Gestion non contrôlée par des tiers financeurs :**

- Filiales :
  - SCI Elysées Aqueduc
  - SCI Bellan Paris 20ème
  - SCI FLB2
  - SCI Bellan Résidentiel
  - SCI Bellan Paris XVI
  - L'EURL Commandite Léopold Bellan
  - La SCA Foncière Solidaire Léopold Bellan, société mise en équivalence (20,44%)
- Association de Formation Léopold Bellan
- Siège de la Fondation pour les activités ci-après :
  - Une partie du fonctionnement du siège et la gestion des dons
  - Gestion des immeubles non affectés à l'objet social
  - Une partie de la gestion du portefeuille et de la trésorerie
- Les ateliers pour leur sections commerciale (Etablissements et Services d'Aide par le Travail)
  - de Bry-sur-Marne
  - de Paris
  - de Noyon
  - de Montesson
  - de Chinon
  - de Magnanville
  - de l'AAE
  - de Verneuil (reprise en 2024)
- Les autres établissements à gestion propre
  - Gestion propre de Magnanville « Les amis du Château »
  - Résidence Hardouin et Sainte-Claire à Tours (pour l'hébergement)
  - Résidence de Bois-Colombes (pour l'hébergement)
  - Gestion propre du Pôle médico-éducatif de Seine-et-Marne (: La Section d'Enseignement Pour l'Apprentissage aux Métiers de la Nature « SEPAMENA »

### **- Gestion contrôlée par des tiers financeurs :**

- Siège de la Fondation pour les activités ci-après :
  - Une partie du fonctionnement du siège (incluant les dépenses informatiques mutualisées)
  - Une partie de la gestion de la trésorerie
  - Les Centres de services partagés (CSP)

- Secteur « Enfants & Jeunes » :
  - Les Instituts Médicaux Educatifs, Pédagogiques et Professionnels et services associés
    - Le pôle médico Educatif de Bry sur Marne (74 lits et places)
    - Le pôle médico Educatif d'Eure et Loir (D.A.M.E.) (119 lits et places)
    - Le pôle médico Educatif de l'Essonne (85 lits et places)
    - Le pôle médico Educatif de Seine-et-Marne (120 lits et places)
    - SESSAD de Melun (52 places)
  - Surdité
    - Pôle surdité de Paris 11  me (49 places)
    - Pôle surdité de Paris 14  me (65 lits et places)
    - Pôle surdité de l'Essonne (140 lits et places)
    - Pôle surdité de Paris 15  me (55 places)
  - Les Cr  ches
    - Crèche Léopold Bellan du 2e (Paris) (62 berceaux)
    - Crèche Léopold Bellan du 9e (Paris) (66 berceaux)
    - Crèche Léopold Bellan du 11e - Pasteur (30 berceaux)
    - Crèche Léopold Bellan du 11e - Saint Sébastien (40 berceaux)
    - Crèche Léopold Bellan du 14e (Paris) (24 berceaux)
    - Crèche Léopold Bellan du 15e - Brancion (18 berceaux)
    - Crèche Léopold Bellan du 15e - Emeriau (20 berceaux)
    - Crèche Léopold Bellan du 16e - Lorrain ( 50 berceaux)
    - Crèche Léopold Bellan du 16e - Millet (55 berceau)
  - Les Etablissement de protection de l'enfance
    - Maisons et Appartements de Courbevoie (37 lits et places)
    - Maison Léopold Bellan de Bry-sur-Marne (48 lits)
    - Maison Leopold Bellan de Fontenay-sous-Bois (43 lits)
- Secteur « Adultes handicapés » :
  - Les Ateliers (Etablissements et Services d'Aide par le Travail)
    - de Bry-sur-Marne (72 places)
    - de Paris 13  me (82 places)
    - de Montesson (90 places)
    - de Noyon (140 places)
    - de Chinon (99 places)
    - de Magnanville (39 places)
    - de l'AAE (50 places)
    - de Verneuil-en-Halatte (80 places)
  - Les Foyers d'Hébergement et services associés
    - de l'Essonne (79 lits et places)
    - de Montesson (121 lits et places)
    - de Noyon (113 lits et places)
    - de Beaumont-en-Véron (120 lits et places)
    - Service d'Accueil de Jour de Noyon (20 places)
    - AMSAD SAVS de Paris 20  me (60 places)
    - deux services d'Habitat Inclusif    Evry et Montesson (16 places)
  - Les Habitats médicalisés
    - de Septeuil (60 lits)
    - de Monchy Saint Eloi (50 lits)

- Secteurs « Patients & Malades »
  - Pôle Hospitalier de Paris (210 lits et places)
  - Hôpital de Prévention et de réadaptation de Chaumont-en-Vexin (80 lits et places)
  - Hôpital de Prévention et de réadaptation du Compiégnois (88 lits et places)
  - Hôpital de jour Lionel Vidart (40 places)
  - L'Hospitali à Domicile de Magnanville (35 places)
- Secteurs « Personnes âgées » :
  - Les résidences médicalisées (Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « EHPAD »)
    - de Magnanville (324 lits)
    - de Septeuil (102 lits)
    - de Tours (86 lits)
    - de la Grande Bretèche (65 lits)
    - de Bois-Colombes (82 lits)
    - de Mantes la Jolie (82 lits et 12 places pour le SAJ)
    - de Romainville (110 lits et 15 places pour le SAJ)
    - de Montesson (84 lits et 10 places pour le SAJ)
    - Sainte Claire à Tours (27 lits) (Reprise)
    - La Résidence services Senior de la Grande Bretèche (65 places)
  - Les services autonomie à domicile (Aide et Soins)
    - Service autonomie de Magnanville (180 places)
    - Service autonomie de Paris 15<sup>ème</sup> (120 places)
    - Service autonomie de Paris 20<sup>ème</sup> soins (310 places) et aide
    - Service autonomie de Compiègne (88 places)

La quote-part d'intérêt de la Fondation dans la Foncière Solidaire Léopold Bellan est de 20,44%.

### **1.3. Faits majeurs**

L'exercice 2024 est marqué par un retour à l'équilibre et un développement d'activité important.

#### **Evolutions du Périmètre de la Fondation et de ses activités**

Plusieurs établissements ont été repris au 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

- Dans l'Oise, la reprise d'un Foyer d'hébergement et de vie à Creil de 62 places (Habitats Léopold Bellan de Creil) et d'un Esat à Verneuil-en-Halatte pour 80 places (Ateliers Léopold Bellan de Verneuil-en-Halatte)
- Dans le Val de Marne, un nouvel établissement de la protection de l'enfance à Fontenay-sous-Bois pour 43 places (Maison de Fontenay-sous-Bois)
- Un nouvel EHPAD en Indre et Loire, pour une capacité de 27 résidents, (Résidence médicalisée Sainte Claire)

De plus, fin novembre 2024, une Résidence Seniors de 24 appartements a été ouverte complétant ainsi notre offre sur le pôle gériatrique de Tours.

Par ailleurs, la Fondation a conduit en 2024 plusieurs projets visant à faire évoluer l'activité, notamment dans le champ de la Protection de l'Enfance avec la montée en charge des services d'appartements renforcés à Courbevoie, et dans le champ des personnes âgées, avec la création d'unités dédiées à des Personnes Handicapées Vieillissantes (PHV) dans les Yvelines.

### Evolution des règles de financement

En 2024, la Fondation a également conclu le renouvellement de son CPOM Ile de France, CPOM le plus étendu, regroupant plus de 25 établissements et services, incluant le renouvellement de son arrêté de frais de siège pour la période de 2024 à 2028, pour des moyens renforcés pour le siège et l'inclusion des frais de système d'information centralisés dans ce nouveau taux.

Les établissements de soins à domicile sont impactés par un changement de modèle de financement, qui induit une baisse des recettes, en corrélation avec des objectifs d'activité difficile à atteindre en raison des pénuries de personnel.

Le secteur Patients et Malades, pour leurs activités de soins médicaux et de réadaptation (SMR), est quant à lui impacté positivement par un changement de financement.

La Fondation a également mis en œuvre l'accord conclu pour étendre la prime Ségur aux personnels du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif (BASS) qui n'étaient pas encore bénéficiaires de cette aide.

### Plan d'action relatif aux établissements

Concernant les EHPAD, la Fondation a poursuivi ses démarches de plan de retour à l'équilibre, avec une évolution positive de certains de ses indicateurs, conduisant à une baisse du déficit même si celui-ci reste important. La Fondation a par ailleurs poursuivi ses actions auprès des autorités de contrôle et de tarification, et notamment obtenu un fonds dédié à l'investissement de 3 000 K€ destiné à financer son opération de réhabilitation du site de Magnanville.

La Fondation reste freinée dans ses activités par la pénurie de personnels, dans tous les secteurs, particulièrement pour les métiers de l'accompagnement (éducatifs et soignants).

Enfin, en 2024, la Fondation a poursuivi sa démarche ambitieuse de politique éco-responsable, avec la mise en place d'une priorisation des investissements et actions favorisant la transition écologique.

#### **1.4. Événements postérieurs à la clôture**

Aucun événement postérieur à la clôture à la date de ce rapport.

## **2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **2.1 Principes comptables retenus par la Fondation**

Les conventions générales comptables pour l'élaboration et la présentation des comptes annuels de l'exercice 2024 ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- *des règlements ANC n°2018-06 et ANC n° 2020-08 relatifs aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;*
- *du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;*

- *de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 27 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.*

## **2.2 Changement de méthode comptable et de présentation et d'évaluation**

Aucun changement de méthode comptable et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice 2024.

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice 2024.

## **2.3 Organisation comptable**

Les comptes annuels de la Fondation, seule entité juridique qui dispose de la personnalité morale et de la capacité à gérer les établissements qui lui sont attachés et placés sous contrôle de tiers financeurs, sont la transcription comptable de son action 2024.

La tenue de comptabilité dans la Fondation est décentralisée dans les établissements, toutefois des centres de service partagés se sont mis en place depuis novembre 2020 pour sécuriser les processus de comptabilité et de paie.

La comptabilité de la Fondation est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure sociale ou médico-sociale (EHPAD, AMSAD, SESSAD, SSIAD, ESAT, centres d'habitat et services associés, FAM, IME/IMPro, Foyers d'accueil pour l'enfance, Centres pour les enfants et jeunes atteints de surdité) ou à des structures sanitaires (hôpital, centre de rééducation fonctionnelle, centre de réadaptation cardiaque, hôpital à domicile).

## **2.4 Comptes de liaison**

Les flux entre chaque comptabilité sont enregistrés au moyen de comptes de liaison (181 4 « Fonctionnement avec le Siège », 181 1 « Investissement », 181 2 « Trésorerie », 186 « Inter-  tablissements »).

La trésorerie et les r  glementes aux tiers (fournisseurs, organismes fiscaux et sociaux, salariés ...) sont gérés par chaque établissement de la Fondation.

Au 31 décembre 2024, les comptes de liaison sont éliminés dans le cadre des opérations de neutralisation visant à établir les   tats financiers combinés de la Fondation.

## **2.5 Détermination du résultat**

Le résultat comptable de la Fondation est déterminé par différence entre les produits et les charges.

Le résultat comptable comprend :

- le résultat définitivement acquis des activités en propre ;
- des résultats sous contrôle du tiers financeur.

70   tablissements et services sur 89, y compris le siège, sont sous contrôle des ARS ou des Conseils départementaux ou de la Ville de Paris, qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R 314-52 du CASF.

En ce sens, deux niveaux de résultat apparaissent :

- le résultat comptable (Règlement ANC N   2014-03, voir tableau 3.1) : ce résultat respecte les principes et règles comptables en vigueur.

- le résultat effectif (cf. 3.2) : correspond au résultat comptable auquel on ajoute le résultat antérieur repris par les tiers financeurs.

## 2.6 Immobilisations et amortissements

**Les immobilisations incorporelles** regroupent les acquisitions de logiciels, ainsi que les frais de 1<sup>er</sup> établissement. Les acquisitions de l'exercice s'élèvent à 785 k€

**Les immobilisations corporelles** regroupent les terrains, les constructions, les agencements, le matériel. Les acquisitions de l'exercice s'élèvent à 15 097 k€

Les coûts d'acquisition des immobilisations corporelles intègrent le prix d'achat, mais également des frais accessoires (honoraires architectes géomètres experts, assurances dommages ouvrages...).

La Fondation applique les règlements n° 2014-03.

**Les amortissements** sont calculés de façon linéaire l'année de leur acquisition « au prorata temporis ».

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

. Construction sur sol propre	=	30, 40 et 50 ans
. Installations générales, agencements constructions	=	10 et 15 ans
. Installations techniques, matériels et outillages industriels	=	5, 10 et 15 ans
. Matériels de transport	=	5 ans
. Matériels de bureau et informatique	=	5 ans
. Mobiliers	=	5 et 10 ans

**Particularité du secteur ESMS** : Les règlements comptables relatifs aux actifs immobilisés dans les associations et fondations, notamment la comptabilisation des immobilisations par composants ont été appliqués pour les établissements les plus importants de la Fondation : l'Hôpital, les établissements des Yvelines (l'EHPAD de Magnanville, l'EHPAD et le FAM de Septeuil) et l'IMPro de Vayres sur Essonne. Les nouveaux établissements et les établissements restructurés ont également respecté cette règle.

L'écart de la dotation aux amortissements est de 159 K€ pour une dotation aux amortissements 2024 de 14 343 K€. Les retraitements suivants ont été réalisés dans les comptes, au titre de l'affectation de résultat 2023 :

### Comptes 115921 - Amortissements comptables excédentaires différés

	Solde au 31/12/2023	Affectation de résultat N-1	Solde au 31/12/2024
Pôle médico-social de Septeuil	-1 940 096	-158 670	-1 781 426
Pôle médico-éducatif de l'Essonne	-1 514 754	0	-1 514 754
Résidence médicalisée de Magnanville	-45 557	0	-45 557
<b>Total Compte</b>	<b>-3 500 407</b>	<b>-158 670</b>	<b>-3 341 737</b>

Il est à noter que l'établissement de Vayres sur Essonne étant inclus dans un CPOM, il n'a pas été procédé à un tel retraitement du résultat administratif pour le surcoût d'amortissement de cet établissement (162 K€).

Le total des amortissements excédentaires différés s'élève à 3 342 K€ au 31 décembre 2024.

**Dépréciation des immobilisations** : une dépréciation est constatée dès lors que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable et que cet écart est significatif.

## **2.7 Créances usagers et autres créances**

Par prudence, une dépréciation est comptabilisée dans la mesure où une perte probable apparaît dont les effets sont jugés réversibles. C'est le cas lorsque les autorités de tutelle et de tarification contestent le règlement de certaines créances antérieures.

## **2.8 Valeurs mobilières de placement et autres titres**

Les placements détenus par la Fondation sont principalement constitués de contrats de capitalisation, de comptes à terme à revenu progressif, de comptes sur livrets et des placements obligataires.

Pour les titres, une dépréciation est constatée dès lors que leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur actuelle correspond au dernier cours de l'exercice.

## **2.9 Provisions et réserves réglementées**

Les provisions réglementées ont été reprises par le règlement ANC-2019-04 et correspondent aux postes suivants:

- Réserve de trésorerie attribuée sous forme de majoration de prix de journée ou de dotation au fonds de roulement (art. 4 du décret du 29 décembre 1959, art. 9 du décret du 11 août 1983, art 7 du décret du 30 Décembre 1985),
- Plus-values sur Sicav réinvesties (articles R314-81 et R314-95 du CAFS, confirmés par l'arrêté du 12 novembre 2008),
- Plus-values liées à la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles (articles R314-81 et R314-95 du CAFS, réaffirmés par l'arrêté du 12 novembre 2008).

## **2.10 Subventions d'investissement**

Le règlement ANC n° 2014-03 donne le choix entre deux méthodes comptables, dont aucune n'est qualifiée de méthode de référence, pour les subventions d'investissement.

Ainsi, deux options sont offertes à l'entité :

- la subvention peut être enregistrée en totalité en produits exceptionnels,
- la subvention peut être enregistrée dans les capitaux propres au compte 13 (PCG art. 941-13)

La Fondation enregistre les subventions d'investissements reçues dans les capitaux propres.

A titre de rappel, le schéma comptable prévu par le règlement CRC n° 1999-01 pour les subventions d'investissement sur les biens renouvelables n'existe plus depuis 2020.

## **2.11 Provisions pour risques et charges**

Les comptes de provisions pour risques et charges enregistrent les provisions constituées par la Fondation pour faire face à une obligation probable mais dont le montant et/ou l'échéance reste(nt) incertain(s). Il s'agit notamment des provisions pour départ à la retraite, des provisions pour litiges.



## **2.12 Fonds dédiés et fonds reportés**

La réglementation a prévu la création de comptes spécifiques pour enregistrer les fonds reçus par la Fondation et dédiés à un projet.

Ces comptes portent le nom de fonds dédiés. Ils apparaissent sur une ligne distincte du bilan avant les provisions pour risques et charges.

Les fonds dédiés à des projets correspondent à des financements versés par l'autorité de contrôle. Cette dernière signifie formellement à la Fondation qu'une partie des fonds versés est destinée à la couverture d'un projet ou d'un risque défini.

Les fonds reçus en cours d'exercice et non utilisés à la clôture sont portés au bilan dans les comptes de fonds dédiés par le biais d'un compte de charge intitulé : « Reports en fonds dédiés ». Ce compte figure sur une ligne distincte du compte de résultat.

A l'inverse, quand des fonds reçus lors d'un exercice antérieur ont été utilisés au cours de l'exercice conformément aux engagements pris, les fonds sont rapportés au compte de résultat par le biais de comptes de produits : « Utilisation des fonds dédiés ». Ces comptes figurent également sur une ligne distincte du compte de résultat.

## **2.13 Provision pour congés annuels, Jours RTT et Compte Epargne Temps**

**Provisions pour congés annuels** : la Fondation enregistre une provision pour congés acquis en vertu du principe d'indépendance des exercices.

Cette provision couvre les droits à congés acquis par les salariés, tant au titre des congés payés que des congés d'ancienneté.

## **3. INFORMATIONS RELATIVES A LA FORMATION DU RESULTAT**

### **3.1. Résultat comptable**

Le résultat comptable de la Fondation se décompose ainsi :

En €	2024	2023
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-9 018	-2 794 000
Résultat non contrôlé par des tiers financeurs	1 957 960	1 498 940
<b>Résultat comptable total</b>	<b>1 948 942</b>	<b>-1 295 060</b>

### **3.2. Résultat effectif sous contrôle du tiers financeur**

La définition de ces deux niveaux de résultat a été rappelée précédemment (paragraphe 2.6).

En €	2024	2023
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-9 018	-2 794 000
Reprise de résultat N-2 validé par les tiers financeurs	-128 693	68 721
<b>Résultat effectif</b>	<b>-137 711</b>	<b>-2 725 279</b>

#### 4. INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF DU BILAN

##### 4.1 Etat des actifs immobilisés

	Valeur début d'exercice	Mouvements de périmètre	Augmentation par acquisitions	Variation par virements de poste à poste	Diminution par sorties d'actifs	Valeur fin d'exercice
Frais d'établissement	1 154 728	6 676	4 152	11 255		1 176 811
Frais de recherche et de développement	69 343		6 486			75 829
Concessions, brevets et droits similaires	6 570 008	50 231	295 677	114 278	-394 107	6 636 087
Autres immobilisations incorporelles	6 577 851			0	-17 976	6 559 876
Immobilisations incorporelles en cours	1 301 056		478 694	-114 278		1 665 472
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>15 672 986</b>	<b>56 907</b>	<b>785 009</b>	<b>11 255</b>	<b>-412 083</b>	<b>16 114 074</b>
Terrains	21 668 245	2 400 444	397 882	778 810		25 245 382
Agencements et aménagements des terrains	7 519 420	86 777	20 791	4 513	-44 190	7 587 311
Constructions et leurs agencements, aménagements	268 034 108	10 286 972	1 578 972	4 323 556	-90 970	284 132 638
Installations techniques, matériel et outillage	26 663 741	805 960	1 514 572	236 984	-587 208	28 634 049
Installations générales, agencements divers	23 508 510	2 662 165	1 928 178	1 825 556	-199 875	29 724 535
Autres immobilisations corporelles	26 303 606	843 454	1 751 791	80 920	-776 896	28 202 873
Immobilisations corporelles en cours	9 590 557	40 490	7 808 778	-7 261 594	-27 032	10 151 199
Avances et acomptes	3 946		96 054			100 000
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>383 292 133</b>	<b>17 126 262</b>	<b>15 097 017</b>	<b>-11 255</b>	<b>-1 726 171</b>	<b>413 777 986</b>
Participations et créances rattachées	1 609 675		1 818 551		-1 644 059	1 784 166
Autres immobilisations financières	1 197 176	100 351	91 039	0	-69 592	1 318 975
<b>Immobilisations financières</b>	<b>2 806 851</b>	<b>100 351</b>	<b>1 909 590</b>	<b>0</b>	<b>-1 713 652</b>	<b>3 103 142</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>401 771 970</b>	<b>17 283 521</b>	<b>17 791 617</b>	<b>0</b>	<b>-3 851 905</b>	<b>432 995 201</b>

##### Immobilisations incorporelles

Les **reprises d'établissements** ont engendré une variation positive des immobilisations incorporelles de 57 K€.

Les **acquisitions** d'immobilisations incorporelles de l'exercice s'élèvent à 785 K€. Elles comprennent des acquisitions de logiciels, notamment destinés aux dossiers de l'utilisateur et à la gestion des temps.

##### Immobilisations corporelles

Les **reprises d'établissements** ont engendré une variation positive des immobilisations corporelles de 17 126 K€.

Les **acquisitions** d'immobilisations corporelles de l'exercice s'élèvent à 15 097 K€ dont :

- 4 158 K€ pour le Pôle gérontologique de Magnanville, qui poursuit des travaux de rénovation totale débutés en 2022
- 2 101 K€ pour l'acquisition et les travaux de plusieurs appartements liés à l'extension des Maisons et appartements de Courbevoie
- 1 509 K€ pour le Pôle autonomie de Septeuil, avec notamment des travaux, aménagement et matériels destinés à l'extension d'activité de l'EAM et la création d'un accueil de jour pour les personnes autistes.
- 1 284 K€ sur le reste du secteur des Personnes âgées, avec notamment la poursuite de rénovation par phase des chambres de la résidence Médicalisée de Bois Colombes, ainsi que des agencements et renouvellements divers dans les autres résidences Médicalisées de la Fondation
- 1 000 K€ d'investissement suite au démarrage du projet de déménagement et restructuration des activités du pôle épilepsie de Créteil à Combs-la-Ville qui comprend l'achat d'un terrain, la construction d'un atelier de 50 places, un hôpital de jour de 20 places et une nouvelle Maison d'Accueil Spécialisée de 40 places.

- 995 K€ sur le reste du secteur des Patients, avec notamment des travaux les travaux de rigidification et de ravalement de la façade sur le Pôle hospitalier de Paris pour 331 K€, ainsi que des renouvellements d'équipement et matériels pour les trois établissements de Soins Médicaux et de Réadaptation.
- 493 K€ pour le projet de restructuration des Habitats de Creil
- 396 K€ pour l'aménagement de la cuisine d'apprentissage du Pôle surdité Paris 14 me

Les principales **mis s en service d'immobilisations en cours**, pour un montant total de 7 262 K€ ont concerné principalement les projets suivants :

- 4 922 K€ pour la livraison du pavillon des Maisons et appartements de Courbevoie ainsi que six appartements liés à l'extension de son activité.
- 216 K€ sur le reste du secteur Enfants et Jeunes avec des mises en service de divers aménagements, notamment une cuisine pédagogique pour le Pôle Surdité de Paris 14 me
- 1 170 K€ au titre de la mise en place d'une chaufferie bois aux Ateliers de Chinon
- 239 K€ sur le reste du secteur des adultes en situation de handicap, notamment des aménagements sur le site des Habitats médicalisés de Monchy.
- 714 K€ sur les secteurs Patients et Personnes âgées, avec notamment la mise en service d'aménagements de nouveaux locaux pour accompagner le développement d'activité du Pôle autonomie de Septeuil pour 324 K .

## 4.2 Etats des amortissements et des dépréciations

### 4.2.1 *Etat des amortissements et dépréciations des immobilisations*

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotations	Diminution par sorties d'actifs	Valeur fin d'exercice
Frais d'établissement	1 082 202	6 676	21 743		1 110 622
Frais de recherche et de développement	56 716		4 334		61 050
Concessions, brevets et droits similaires	5 365 203	48 895	562 617	-393 272	5 583 443
Autres immobilisations incorporelles	1 331 275		137 008	-17 976	1 450 307
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 835 396</b>	<b>55 571</b>	<b>725 702</b>	<b>-411 248</b>	<b>8 205 422</b>
Terrains					
Agencements et aménagements des terrains	6 729 451	80 874	111 098	-44 190	6 877 233
Constructions et leurs agencements, aménagements	147 035 221	5 513 144	9 121 702	-74 519	161 595 549
Installations techniques, matériel et outillage	21 164 873	759 299	1 375 591	-577 985	22 721 778
Installations générales, agencements divers	16 428 689	2 200 518	1 266 667	-199 836	19 696 038
Autres immobilisations corporelles	21 585 806	691 361	1 743 190	-747 759	23 272 598
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>212 944 039</b>	<b>9 245 197</b>	<b>13 618 248</b>	<b>-1 644 288</b>	<b>234 163 196</b>
Autres immobilisations financières					
<b>Immobilisations financières</b>					
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>220 779 436</b>	<b>9 300 768</b>	<b>14 343 950</b>	<b>-2 055 536</b>	<b>242 368 618</b>

### 4.2.2 *Etat des dépréciations de l'actif circulant*

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Dotations	Reprises	Valeur fin d'exercice
Stocks et en cours	170 470			13 354	183 824
Créances	2 002 166	13 280	2 378 540	-605 767	3 788 219
Valeurs mobilières de placement	0		54 888		54 888
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 172 636</b>	<b>13 280</b>	<b>2 433 428</b>	<b>-592 412</b>	<b>4 026 931</b>

#### 4.2.3 Etat des avances et acomptes versés sur commande

Les avances et acomptes versés sur commande s'établissent à 219 K€, et n'appellent pas de commentaire particulier.

#### 4.3 Etat des Créances

	Valeur fin d'exercice	A un an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	1 318 975	183 151	1 135 825
<b>Actif immobilisé</b>	<b>1 318 975</b>	<b>183 150</b>	<b>1 135 824</b>
Redevables, usagers & comptes rattachés	18 740 990	17 758 469	982 521
Autres créances	10 592 166	10 592 166	
Charges constatées d'avance	1 465 491	1 465 491	
<b>Actif circulant et comptes de régularisation</b>	<b>30 798 647</b>	<b>29 816 126</b>	<b>982 521</b>
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>32 117 622</b>	<b>29 999 276</b>	<b>2 118 345</b>

Sur les 18,7 M€ de créances brutes figurant à l'actif sous la terminologie « redevables, usagers et comptes rattachés », une somme de 1 M€ concerne la créance CPAM - prix de journée 1984 des établissements financés par la Dotation Globale (Secteur Sanitaire).

Concrètement, cette somme de 983 K€ qui apparaît ancienne, qui compose l'essentiel des créances « redevables, usagers » à plus d'un an, n'est en fait qu'un simple décalage de règlement dans le temps et il n'y a pas lieu de provisionner cette créance malgré son ancienneté.

Le solde des créances « redevables usagers et comptes rattachés », concerne le prix de journée ou la dotation globale des établissements contrôlés par des tiers financeurs, la vente des produits ou les prestations des établissements et services d'aide par le travail.

#### 4.4 Autres créances

Les autres créances augmentent de 711 K€, elles concernent principalement les postes suivants :

- L'Etat et autres collectivités publiques pour **2 742 K€**, contre **3 661 K€** au 31 décembre 2023.
- Les avances au personnel et créances sur les organismes sociaux pour **1 002 K€ (1 306 K€** au 31 décembre 2023).
- Les subventions à recevoir pour **346 K€ (259 K€** au 31 décembre 2023).
- Les produits à recevoir et les autres débiteurs divers s'élèvent à **6 984 K€** à comparer à 4 911 K€ au 31 décembre 2023. Cette augmentation s'explique par des produits à recevoir correspondant aux recettes notifiées mais non reçues à la clôture de l'exercice.

#### 4.5 Valeurs mobilières de placement

Ce poste correspond à des placements de trésorerie.

Ces placements, disponibles à court terme, se composent comme suit :

En K€

	2024	2023
Comptes sur livret	86	1 091
Comptes à terme	14 648	15 807
Contrats de capitalisation	14 664	14 219
Obligations structurées	7 381	7 361
Actions et parts sociales	311	986
OPCVM et titres obligataires	9 154	8 842
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>46 243</b>	<b>48 307</b>

## 5 INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF DU BILAN

### 5.1 Fonds propres

Les Fonds propres (anciennement appelés fonds associatifs) avec et sans droit de reprise augmentent de 1 711 K€ sous l'impact des reprises.

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	54 499 893	1 710 536		-69 560	56 140 870
Fonds propres pouvant être repris	1 425 287		42 155		1 467 442
<b>Total</b>	<b>55 925 180</b>	<b>1 710 536</b>	<b>42 155</b>	<b>-69 560</b>	<b>57 608 312</b>

Cette évolution s'explique par les intégrations suivantes :

- 879 K€ au titre de la reprise de la Maison de Fontenay
- 780 K€ au titre de la reprise de l'association l'Étincelle (Ateliers de Verneuil et Habitats de Creil)
- 52 K€ au titre de la Résidence Médicalisée Sainte Claire

### 5.2 Ecart de réévaluation

Au 31 décembre 2024, l'écart des réévaluations s'élève à 13 660 729 €, et se décompose comme suit :

Etablissements	Réévaluation (€)
Siège de la Fondation	8 823 785
Résidence médicalisée de Magnanville	1 524 490
Résidence médicalisée de Bois-Colombes	1 219 592
Maisons et Appartements de Courbevoie	533 572
Ateliers de Bry-Sur-Marne	533 572
Résidence médicalisée de Septeuil	457 347
Maison de Bry-Sur-Marne	266 828
Hôpital de prévention et de réadaptation de Chaumont-en-Vexin	152 449
Hôpital de prévention et de réadaptation du Compiègnais	149 095
<b>TOTAL</b>	<b>13 660 729</b>

### 5.3 Etat des réserves

	Valeur début d'exercice	Mouvement de périmètre	Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Réserves d'investissement	38 261 876	635 796	1 729 704		40 627 375
Réserves de trésorerie	4 860 063	444 210			5 304 273
Réserves de compensation des déficits	7 765 897	202 892	98 293		8 067 082
Réserves de compensation d'amort.	3 693 671	76 647		-47 936	3 722 383
Autres réserves	6 029 554				6 029 554
<b>Total des Réserves</b>	<b>60 611 060</b>	<b>1 359 545</b>	<b>1 827 996</b>	<b>-47 936</b>	<b>63 750 666</b>

Le poste « réserve d'investissement » constitue une réserve, dotée par l'affectation du résultat excédentaire pour financer des projets d'investissements. Le poste « réserve d'investissement » augmente de 4 095 K€ par rapport à 2023, pour 1 730 K€ imputables aux affectations de résultats et pour 636 K€ imputables aux reprises.

Le poste « autres réserves » est alimenté par les réserves pour projet associatif, il s'élève au 31/12/2024 à 6 029 K€.

La rubrique « réserve de compensation » est augmentée ou diminuée par les autorités de tarification des établissements sous contrôle de tiers financeurs, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Sa vocation est de permettre de financer le déficit d'un exercice donné par compensation avec les excédents antérieurs laissés exceptionnellement et provisoirement à disposition de l'établissement concerné ou de financer des surcoûts de charges d'amortissements.

Au 31/12/2024, les réserves destinées à financer les déficits futurs s'élèvent à 8 067 K€ et celles destinées à financer les surcoûts de charges d'amortissements à 3 722 K€.

La rubrique «réserve de trésorerie/ excédent affectée à la couverture du BFR» s'élève 5 304 K€.

## 5.4 Report à Nouveau

	Valeur début d'exercice	Mouvement de périmètre	Affectation des résultats	Valeur fin d'exercice
<b>Non contrôlé par les tiers financeurs</b>	<b>1 576 358</b>	<b>-372 464</b>	<b>756 850</b>	<b>1 814 107</b>
Sous contrôle de tiers financeurs en attente	-9 544 024	-1 873 668	-4 271 350	-15 542 404
Charges non opposables aux financeurs	-2 181 090	-582 667	347 413	-2 416 344
Dette de congés à payer et autres droits acquis	-5 007 077	-543 370	-277 739	-5 828 186
Amortissements comptables excédentaires différés	-3 500 407		158 670	-3 341 737
<b>Total report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs</b>	<b>-20 232 598</b>	<b>-2 999 705</b>	<b>-4 043 007</b>	<b>-27 128 672</b>
<b>Total du Report à nouveau</b>	<b>-18 656 239</b>	<b>-3 372 169</b>	<b>-3 286 157</b>	<b>-25 314 564</b>

Globalement le report à nouveau débiteur augmente de 6 658 K€, pour 3 286 K€ s'expliquant par l'affectation du résultat 2023 proposée par le Conseil d'Administration, et après divers reclassements entre des postes de report à nouveau et de réserves ou de provisions, et pour 3 372 K€ s'expliquant par les reprises d'établissement.

Les postes de report à nouveau relatifs aux établissements sous gestion contrôlée s'élèvent à -27 129 K€.

## 5.5 Subventions d'investissements

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Subventions	42 463 044	354 232	2 550 858		45 368 135
Reprise des subventions	-17 355 933	-32 918		-1 895 443	-19 284 294
<b>Total des Subventions</b>	<b>25 107 112</b>	<b>321 314</b>	<b>2 550 858</b>	<b>-1 895 443</b>	<b>26 083 841</b>

Les subventions d'investissements augmentent de 321 K€ sous l'effet des reprises d'établissement. En 2024, la Fondation a perçu 2 550 K€ de subventions complémentaires, dont 1 855 K€ pour la restructuration du site de Magnanville. La diminution par reprise est de 1 895 k€, sous l'effet des reprises de résultat. Les reprises de subventions impactent les produits exceptionnels, à l'exception de 355 K€ correspondant aux reprises des subventions d'investissement des crèches qui sont positionnées en produits d'exploitation, en lien avec leur mode de financement.

## 5.6 Etat des provisions réglementées

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Provisions destinées à renforcer le BFR	1 775 401	184 409			1 959 811
Différence sur réalisation d'actif	2 566 662	510 555	27 680	-12 412	3 092 486
Autres	600 090	133 480	4 686	-64 642	673 614
<b>Total des Provisions réglementées</b>	<b>4 942 153</b>	<b>828 444</b>	<b>32 366</b>	<b>-77 054</b>	<b>5 725 911</b>

L'essentiel de l'évolution est lié aux reprises.

## 5.7 Etat des fonds dédiés

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotation	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Fonds dédiés à l'investissement	12 979 794	62 773	4 290 975	-753 653	16 588 890
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	5 052 070	26 523	1 397 608	-1 535 646	4 931 555
Fonds dédiés liés à la générosité du public	1 510 912		378 674	-130 961	1 758 624
<b>Fonds reportés et dédiés</b>	<b>19 542 776</b>	<b>89 297</b>	<b>6 067 257</b>	<b>-2 420 261</b>	<b>23 279 069</b>

Ce poste représente des fonds de différentes natures (ouverture de nouvelles activités, formations, déménagements, dispositifs médicaux...), avec notamment en 2024 l'obtention d'un fonds dédié de 3 000 K€ pour la restructuration du site de Magnanville.

Conformément à la mise en application des règlements ANC n° 2108-06 et 2019-04, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, la provision réglementée pour renouvellement des immobilisations est reclassée en fonds dédiés. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice.

## 5.8 Etat des provisions pour risques et charges

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotation	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Provisions pour litiges	392 933	155 578	581 584	-215 511	914 584
Autres provisions pour risques.	500 236	79 400	284 064	-129 248	734 452
<b>Provisions pour risques</b>	<b>893 169</b>	<b>234 978</b>	<b>865 648</b>	<b>-344 758</b>	<b>1 649 036</b>
Provisions pour pensions et obligations similaires	7 722 442	23 388	417 981	-467 154	7 696 657
Provisions pour grosses réparations.	1 110 259		20 000	-100 000	1 030 259
Autres provisions pour charges.	911 740	129 176	28 506	-41 776	1 027 646
<b>Provisions pour charges</b>	<b>9 744 441</b>	<b>152 564</b>	<b>466 487</b>	<b>-608 931</b>	<b>9 754 562</b>
<b>Provisions pour Risques, Charges &amp; Fonds dédiés</b>	<b>10 637 611</b>	<b>387 542</b>	<b>1 332 135</b>	<b>-953 689</b>	<b>11 403 599</b>

## 5.9 Etat des dettes financières

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Souscription de nouveaux emprunts	Remboursements	Valeur fin d'exercice
Emprunts auprès des établtis de crédit.	55 059 570	1 564 552	4 864 835	-4 767 742	56 721 216
Emprunts assortis de conditions part	266 123			-48 835	217 288
<b>Dettes financières</b>	<b>55 325 693</b>	<b>1 564 552</b>	<b>4 864 835</b>	<b>-4 816 577</b>	<b>56 938 504</b>

Plusieurs nouveaux emprunts ont été souscrits en 2024 ou ont fait l'objet de tirages complémentaires.

	Valeur fin d'exercice	A un an au plus	de 2 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	56 721 216	4 152 019	15 170 734	37 398 463
Emprunts assortis de conditions particulières	217 288	48 836	168 452	
Découverts bancaires	0	0		
Dépôts et cautionnements reçus	952 981	684 862	131 704	136 414
Intérêts courus.	132 212	132 212		
<b>Total des dettes à caractère financier</b>	<b>58 023 696</b>	<b>5 017 929</b>	<b>15 470 890</b>	<b>37 534 877</b>

## 5.10 Etat des dettes fournisseurs et comptes rattachés

Le poste « dettes fournisseurs et comptes rattachés » comprend les dettes sur achats liées à l'activité courante de la Fondation.

L'évolution par rapport à l'exercice précédent est de + 192 K€.

## 5.11 Etat des dettes sociales et fiscales

Le poste dettes sociales et fiscales comprend le personnel et comptes rattachés, les provisions pour congés à payer (charges comprises), les organismes sociaux et comptes rattachés, et l'état et collectivités publiques.

Elles augmentent de + 1 604 K€ par rapport à 2023, sous l'effet notamment de la mise en œuvre de la loi n° 2024-364 du 22 avril 2024, dite loi "DDADUE" (Diverses Dispositions d'Adaptation au Droit de l'Union Européenne) qui permet l'Acquisition de congés payés pendant un arrêt maladie, de la mise en place du Ségur pour tous et du changement de périmètre.

## 5.12 Etat des dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Le poste « dettes sur immobilisations et comptes rattachés » correspond aux dettes sur les fournisseurs d'immobilisations. Ce poste est en hausse de 702 K€ par rapport à 2023.



## **6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**

### **6.1 Résultat d'exploitation (-156 K€ en 2024 vs -3 138 K€ en 2023)**

#### **Les produits d'exploitation évoluent de + 25 267 K€.**

Les variations de périmètre, avec l'intégration de la Maison de Fontenay, des Ateliers de Verneuil, des Habitats de Creil, de la Résidence Sainte-Claire et de la Résidence Service Séniors, se traduisent par une augmentation des produits d'exploitation de 11 524 K€.

A périmètre constant, les produits de tiers financeurs et produits de la tarification augmentent de 14 069 K€, du fait notamment de recettes complémentaires perçues au titre des mesures de revalorisation salariale Guerini et Ségur pour tous, le financement des nouveaux dispositifs, les nouvelles règles de financement des SMR et des crédits non reconductibles (dont 3 000 K€ liés à la restructuration de Magnanville).

Les ventes de biens et services sont en baisse de 765 K€. Le chiffre d'affaires des ESAT augmente de 626 K€, les revenus des chambres particulières en hausse de 135 K€. Ces produits sont impactés notamment par la baisse d'activité des prestations à domicile.

Les autres produits augmentent de 1 560 K€. Ces produits comprennent notamment le complément de rémunération des travailleurs des ESAT, qui augmente de 1 257 K€.

#### **Les charges d'exploitation évoluent de + 22 285 K€.**

Les variations de périmètre entraînent une augmentation des charges d'exploitation de 11 888 K€.

Les rémunérations augmentent, à périmètre constant, de 2 724 K€, sous l'impact de l'évolution des effectifs, ainsi que la progression du SMIC et des primes et revalorisation de salaires accordées.

Les charges fiscales et sociales sur rémunérations sont en hausse de 1 897 K€.

A périmètre constant, les autres achats et charges externes augmentent de 1 263 K€ (soit +2,73%).

Cette évolution, qui s'explique en partie par la hausse d'activité globale des établissements, s'inscrit également dans un contexte inflationniste persistant affectant notamment le coût des prestations externalisées telles que l'alimentation, le blanchissage et le nettoyage (+ 688 K€).

Les dotations aux provisions et fonds dédiés augmentent de 4 246 K€.

### **6.2 Résultat financier (+575 K€ en 2024 vs +185 K€ en 2023)**

Les produits financiers augmentent de 1 040 K€, passant de 1 575 K€ en 2023 à 2 615 K€ en 2024.

Les charges d'intérêt d'emprunt augmentent de 417 K€, passant de 1 568 K€ en 2023 à 1 985 K€ en 2024.

### **6.3 Résultat exceptionnel (+ 1 646 K€ en 2024 vs + 1 765 K€ en 2023)**

Les produits exceptionnels comprennent des quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat pour 1 578 K€, contre 1 525 K€ en 2023.

### **6.4 Résultat Effectif (+1 820 K€ en 2024 vs -1 226 K€ en 2023)**

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>1 948 941</b>	<b>-1 295 063</b>
relatif aux activités sociales et médico sociales	-1 969 509	-3 953 111
relatif aux activités sanitaires	1 960 489	1 159 108
relatives aux activités en gestion propre	1 957 960	1 498 940
<b>Résultat effectif</b>	<b>1 820 248</b>	<b>-1 226 342</b>
relatif aux activités sociales et médico sociales	-2 098 201	-3 884 391
relatif aux activités sanitaires	1 960 489	1 159 108
relatives aux activités en gestion propre	1 957 960	1 498 940

## 6.5 Compte de résultat par origine et destination et compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public

### Compte de résultat par origine et destination

Le CROD rend compte et informe les donateurs sur les sommes collectées provenant de la générosité du public et leur utilisation dans l'exercice ou les exercices suivants celui de leur collecte. Il permet d'effectuer des comparaisons périodiques et d'apprécier l'évolution de la Fondation dans une perspective de continuité d'activité.

Le CROD présente les ressources de la Fondation par origine et ses emplois par destination selon une approche analytique. Il comporte deux colonnes avec le comparatif avec l'exercice antérieur.

La première colonne intègre la totalité des produits et des charges en adéquation avec le compte de résultat.

La deuxième colonne présente les éléments du compte de résultat liés à la générosité du public et destinée à alimenter le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public y compris ce qui concerne les contributions volontaires en nature positionnées au pied de ce compte.

Le CROD se compose de deux parties :

- Produits par origine et charges par destination ;
- Contribution volontaire en nature.

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		2024		2023	
		TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>					
<b>1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>					
	1,1 Cotisations sans contreparties				
	1,2 Dons, legs et mécénat				
	- Dons manuels	380 037	380 037	211 491	211 491
	- Legs, donations et assurances-vis				
	- Mécénat				
	1,3 Autres produits liés à la générosité du public				
<b>2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>					
	2,1 Cotisations avec contreparties				
	2,2 Parainage des entreprises				
	2,3 Contributions financières sans contrepartie				
	2,4 Autres produits non liés à la générosité du public	229 796 568		206 535 316	
	<b>3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	4 725 483		3 795 608	
	<b>4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	3 903 437	128 755	3 850 233	81 398
	<b>5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	2 371 917		1 989 129	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>241 177 442</b>	<b>508 792</b>	<b>216 381 777</b>	<b>292 890</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>					
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>					
	1,1 Réalisées en France				
	- Actions réalisées par l'organisme	194 509 264	137 860	185 696 589	81 374
	- Versements à d'autres organismes agissant en France				
	1,2 Réalisées à l'étranger				
	- Actions réalisées par l'organisme				
	- Versements à d'autres organismes				
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>					
	2,1 Frais d'appel à la générosité du public	5 865	5 865	18 317	18 317
	2,2 Frais de recherche d'autres ressources				
	<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	20 717 068		11 659 064	
	<b>4 - DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	18 006 384		14 938 136	
	<b>5 - IMPOT SUR LES BENEFICES</b>	116 553		91 034	
	<b>6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	5 873 368	371 029	5 273 700	199 646
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>239 228 501</b>	<b>514 754</b>	<b>217 676 841</b>	<b>299 337</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		<b>1 948 941</b>	<b>-5 962</b>	<b>-1 295 064</b>	<b>-6 447</b>

## Compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public

La Fondation Leopold Bellan fait, au moyen de diverses actions de communication, une campagne de collecte auprès du public au cours de l'exercice 2024.

Par décret n° 2019-504 du 22 mai 2019, le seuil à partir duquel un organisme est tenu d'établir un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est applicable aux exercices comptables clos à compter du 1er juin 2020 et aux exercices clos à une date antérieure volontairement par anticipation.

Les informations présentées ont été établies sur la base des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

La fondation considère que les legs et donations sont liés aux relations privilégiées nouées depuis de longue date avec les donateurs et qu'ils ne sont pas issus des campagnes liées à la générosité publique.

EMPLOIS PAR DESTINATION	2024	2023
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>		
1,1 Réalisées en France		
- Actions réalisées par l'organisme	137 860	81 374
- Versements à d'autres organismes agissant en France	0	0
1,2 Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme	0	0
- Versements à d'autres organismes	0	0
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>		
2,1 Frais d'appel à la générosité du public	5 865	18 317
2,2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	0	0
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	143 725	99 691
<b>4 - DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	0	0
<b>5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	371 029	199 646
<b>TOTAL</b>	<b>514 754</b>	<b>299 337</b>
<b>RESSOURCES PAR ORIGINE</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>		
1,1 Cotisations sans contreparties	0	0
1,2 Dons, legs et mécénat		
- Dons manuels	378 674	211 491
- Legs, donations et assurances-vis	0	0
- Mécénat	0	0
1,3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	378 674	211 491
<b>2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	130 117	81 398
<b>3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>508 791</b>	<b>292 890</b>
<b>EXCEDENT DEFICT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>-5 962</b>	<b>-6 447</b>
<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE</b>	<b>1 510 912</b>	<b>1 517 360</b>
(+) excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	-5 962	-6 448
(-) investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public	253 675	0
<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>1 758 624</b>	<b>1 510 912</b>

## 7. AUTRES INFORMATIONS

### 7.1 Effectifs

	2024	2023
Collaborateurs cadres	421	391
Collaborateurs non cadres	2 255	2 176
<b>Effectif inscrit au 31 décembre</b>	<b>2 676</b>	<b>2 567</b>

### 7.2 Engagements hors bilan donnés

#### 7.2.1 Crédit-bail immobilier

Néant

#### 7.2.2 Emprunts garantis par des sûretés réelles

##### Engagements à la Société Générale :

Caution de 30 020 € au profit de la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) pour le bail de l'IMPro de Vayres sur Essonne.

##### Engagements à la Banque Nationale de Paris (BNP) :

Promesse d'affectation hypothécaire sur prêt initialement en faveur du Centre Augustin Grosselin 1 300 000 €. En 2015, cet emprunt a été réaffecté vers l'ESAT de Noyon et l'Hôpital Léopold Bellan. Le capital restant dû au 31/12/2024 s'élève à 149 470 €.

#### 7.2.3 Engagements pour indemnités de fin de carrière

Il a été procédé à l'évaluation des indemnités de fin de carrière pour tous les salariés en CDI inscrits à l'effectif de la Fondation au 31/12/2024 en appliquant les critères suivants :

- d'un départ à la retraite à l'âge de 67 ans
- du taux de charges (sociales et fiscales) moyen applicable dans l'établissement sur l'année 2023
- du taux de turn-over moyen constaté sur l'année dans l'établissement
- des indemnités dues selon la convention collective de l'établissement et selon l'ancienneté théorique du salarié à ses 67 ans, sur la base du salaire moyen des 3 derniers mois pour le personnel relevant de la convention collective de 1951 et du salaire du mois de décembre 2023 pour celui de la convention de 1966.
- des tables de mortalité TF00-02 et TH00-02

**La valorisation des indemnités de fin de carrière au 31/12/2024 est estimée à 10 876 K€.**

**Le montant des sommes comptabilisées au 31/12/2024 pour les indemnités de départ en retraite s'élève à 7 593 K€.**

### **7.3 Rémunérations, avances et crédits aux administrateurs de la Fondation**

Les membres du Conseil d'Administration sont tous des bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de la Fondation, ainsi qu'une assurance souscrite auprès de la compagnie AXA contre les risques d'accident.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés sont le Président, le Trésorier et le Directeur Général.

Le Président et le Trésorier n'étant pas rémunérés, la communication de cette donnée reviendrait à divulguer une information individuelle.

### **7.4 Valorisation bénévolat**

La Fondation n'a pas opté pour l'inscription en comptabilité des contributions volontaires qui représentent un caractère non significatif et qu'il est difficile d'évaluer de manière suffisamment fiable.

### **7.5 Régime fiscal**

La Fondation n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés pour l'ensemble de ses activités, ni à la TVA, hormis l'activité immobilière et les sections commerciales des ESAT.

### **7.6 Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes sur l'exercice 2024 facturés au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 164 K€ TTC.